



**PRÉFET
DE VAUCLUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale de
la protection des populations**

Service prévention des risques techniques

Arrêté préfectoral portant mise en demeure
en application de l'article L.171-8 du Code de l'environnement
à l'encontre de la société EDILTECO SUD dont le siège social est situé
au 840 rue de la Verdette sur la commune du Pontet

LE PRÉFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret du 14 février 2024 publié au journal Officiel du 15 février 2024, portant nomination de M. Thierry SUQUET, en qualité de préfet de Vaucluse ;

Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2018 autorisant la société DELTISOL à exploiter des installations de fabrication de matériaux d'isolation en polystyrène expansé, situées sur le territoire de la commune du Pontet (84 130) à l'adresse suivante, 840 rue de la Verdette, concernant notamment la rubrique n° 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 décembre 2020 modifiant l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2018 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 04 mars 2024 donnant délégation de signature à Madame Sabine ROUSSELY, secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse ;

Vu le courrier du 28 décembre 2020 de la société EDILTECO SUD, informant Monsieur le préfet de Vaucluse du changement d'exploitant des installations exploitées par la société DELTISOL sur le territoire de la commune du Pontet, à la suite de la mise en liquidation judiciaire de la société DELTISOL par décision du tribunal de commerce d'Avignon le 23 septembre 2020 ;

Vu le courrier de l'exploitant en date du 13 juin 2024 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 27 juin 2024 transmis à l'exploitant en application des articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement, par courrier du 27 juin 2024 ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant par courrier du 27 juin 2024 ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 10 juillet 2024 ;

Considérant que l'Agence Régionale de Santé (ARS) a eu connaissance de cas de personnes présentant des symptômes en rapport à une exposition à la Legionella sur la commune du Pontet ;

Considérant que suite à ce signalement, l'Inspection des Installations Classées (IIC) a demandé à EDILTECO SUD, la communication de ces récentes analyses ;

Considérant que les résultats d'analyse sur la Tour AéroRéfrigérante (TAR) n°2, suite au prélèvement réalisé le 6 mai 2024 et à la transmission à la société EDILTECO SUD par le laboratoire Normec ABIOLAB le 15 mai 2024, ont été communiqués par la société EDILTECO SUD sur demande des services de la DREAL le 10 juin 2024 ;

Considérant que les résultats d'analyse mettent en exergue la présence de Legionella pneumophila dans la TAR n°2 dans une concentration de 2 200 000 UFC/l d'eau, soit une concentration 22 fois supérieure au seuil critique sanitaire fixé à 100 000 UFC/l d'eau par l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé ;

Considérant qu'au regard des résultats transmis le 12 juin 2024, les services de l'Inspection des Installations Classées ont procédé à une inspection inopinée sur site de la société EDILTECO le 13 juin 2024 ;

Considérant qu'au cours de cette inspection, les services de l'Inspection des Installations Classées ont relevé les manquements suivants aux dispositions réglementaires applicables aux installations du site en pareille circonstance :

- absence d'information immédiate adressée à l'inspection des installations classées suite à la connaissance du résultat d'analyse dépassant le seuil critique sanitaire de 100 000 UFC/l d'eau ;
- absence de mise en application de la procédure d'arrêt immédiat de la dispersion (ou arrêt des ventilateurs) de la tour aéroréfrigérante n°2 consécutivement au dépassement de concentration en Legionella pneumophila du seuil critique sanitaire de 100 000 UFC/L, sans vérifier au préalable un abattement de la concentration de cet agent pathogène atteignant un niveau inférieur à 1 000 UFC/l d'eau ;
- absence de recherche de la ou des causes de dérive et de mise en place des actions correctives correspondantes avant la remise en service de la dispersion ;
- absence de mise à jour de l'analyse méthodique des risques (AMR) ;
- absence de rédaction d'un rapport global sur l'incident ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 article : 26.II.1 – Actions à mener en cas de prolifération de légionelles ;

Considérant que le prélèvement effectué le 6 mai 2024, dans la TAR n° 2 contient une concentration en Legionella pneumophila de 2 200 000 UFC/l d'eau, soit une concentration 22 fois supérieure au seuil de crise sanitaire à ne pas dépasser fixé à 100 000 UFC/l dans l'eau ;

Considérant que ce fort dépassement en concentration revêt un enjeu sanitaire notable ;

Considérant que dans le courrier adressé à l'inspection des installations classées en date du 10 juillet 2024, l'exploitant a mis en place les actions correctives suivantes :

- Envoi du rapport d'incident ;
- Suivi de la qualité de l'eau de la TAR n° 2 dont le prélèvement réalisé le 18 juin 2024, par le laboratoire NORMEC ABIOLAB, indique une concentration en Legionella pneumophila inférieure à 1000 UFC/L d'eau ;
- Mis à jour de l'analyse méthodique des risques ;

Considérant que le prélèvement du 02 juillet, déclaré par l'exploitant sur le site GIDAF dans le cadre du suivi mis en place toutes les deux semaines, indique une concentration en Legionella pneumophila inférieure à 1 000 UFC/L d'eau ;

Considérant que la rencontre à la préfecture de Vaucluse en présence de Mme la secrétaire générale, Mme Roussely, du responsable de l'Unité interdépartementale Vaucluse – Arles, M. Prévost et le directeur Groupe France de la société EDILTECO SUD, M. Mainy, a abouti à une autorisation du redémarrage de la TAR n°2 ;

Considérant que face à ces constats, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société EDILTECO SUD de respecter les dispositions article : 26.II.1 de l'arrêté ministériel susvisé afin de prévenir les dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur de la Direction Départementale de la Protection des Populations ;

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société EDILTECO SUD, exploitant une installation de fabrication de matériaux d'isolation en polymère expansé sise 840 rue de la Verdette sur la commune du Pontet, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes de l'article 26.II.1. de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 dans les délais suivants :

Pendant 3 mois à compter du 18 juin 2024 (date du premier prélèvement), en mettant en œuvre les actions pour la gestion d'accident en informant sur chaque étape, l'inspection des installations classées.

Ces actions doivent permettre un rétablissement durable d'une concentration inférieure à 1000 UFC/l d'eau dans la TAR n°2.

Article 2 :

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai prévu par ce même article, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 : Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction conformément aux dispositions des articles L. 171-11 et L. 514-6 du Code de l'environnement.

Un recours peut être formé auprès du tribunal administratif de Nîmes – 16 avenue Feuchères – CS 88 010 – 30 941 NÎMES cedex 09 :

- par les tiers intéressés dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l’affichage du présent arrêté ;
- par les demandeurs ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l’application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr .

Le présent arrêté préfectoral peut faire l’objet d’un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais sus-mentionnés.

Article 4 : Mesures de publicité

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l’État dans le département [nom du département] pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse, le directeur départemental de la protection des populations, le maire du Pontet, le directeur régional de l’environnement, de l’aménagement et du logement PACA, le directeur départemental des territoires, le délégué départemental de Vaucluse de l’agence régionale de santé PACA, le directeur départemental des services d’incendie et de secours, le colonel commandant le groupement de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l’exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à l’exploitant par le SPRT.

Avignon, le

16 SEP. 2024

Pour le préfet,
Le secrétaire général adjoint,
Sous-préfet chargé de mission,

Sébastien MAGGI